

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'USINE DE LA CIP À TEMISCAMING—LE PROJET DU GROUPE TEMBEC—ON DEMANDE UN RAPPORT

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Comme il l'avait promis hier à l'honorable député de Richmond, le ministre est-il en mesure d'annoncer aujourd'hui si une entente est intervenue dans le différend TEMBEC-CIP, et est-il en mesure d'annoncer l'octroi d'une subvention pour la réouverture de cette usine de pâtes et papiers?

[Traduction]

L'hon Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai l'agréeable devoir d'informer la Chambre que le gouvernement du Québec, la CIP et la nouvelle compagnie TEMBEC ont maintenant atteint l'étape de leurs négociations qui permet à mon ministère d'offrir à la compagnie reconstituée une subvention d'encouragement de 4.5 million de dollars afin de remettre le moulin en marche et de créer plusieurs centaines d'emplois dans cette région.

Des voix: Bravo!

● (1130)

L'USINE DE LA CIP À TEMISCAMING—LE PROJET DE TRANSPORT DE BOIS—DEMANDE D'INTERVENTION DE LA GRC

M. J.-J. Blais (Nipissing): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au ministre de l'Expansion économique régionale. En premier lieu, j'aimerais, au nom de mes électeurs...

M. l'Orateur: Le député pourrait-il poser sa question? Je lui ai donné la parole pour qu'il pose une question.

M. Blais: Étant donné la déclaration particulièrement appréciée que vient de faire le ministre, et étant donné que la CIP cherche à transporter son bois le long de la rivière Outaouais, je ferais peut-être mieux d'adresser cette question au solliciteur général... le solliciteur général envisage-t-il de prendre des mesures exigeant l'intervention de la Gendarmerie royale du Canada ou la tenue d'une enquête dans la région de l'Outaouais aux environs de Temiscaming relativement aux problèmes qui se posent de toute évidence dans cette région?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Je ne sais pas si ce genre de conflit relève de la compétence de la Gendarmerie royale du Canada, mais je suis tout prêt à étudier la question à l'intention du député.

**Questions orales
L'AGRICULTURE**

L'IMPORTATION D'HUILES VÉGÉTALES DES É.-U. POUR LA TRANSFORMATION—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Étant donné que, depuis toujours, la transformation de certains produits agricoles de notre pays repose sur les approvisionnements d'huile végétale provenant des États-Unis, le ministre envisage-t-il d'assurer un approvisionnement ininterrompu en huile végétale en provenance des États-Unis dans ce but?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Comme je l'ai dit auparavant, en réponse à une question posée par un autre député, les statistiques en cause ici font partie des renseignements qui nous sont indispensables avant de prendre une décision. Toutes ces données sont actuellement rassemblées. Le gouvernement envisage de faire tout son possible, pour s'assurer que nos besoins dans ce domaine soient satisfaits.

* * *

LES PÊCHES

L'IMPORTATION D'HUILES VÉGÉTALES DES É.-U. POUR LA FABRICATION DES CONSERVES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Étant donné que l'industrie de la pêche est également concernée, j'aimerais demander au ministre des Pêches quelles mesures il prend pour assurer l'approvisionnement en huile végétale nécessaire au traitement des produits de la pêche. J'aimerais dire que d'aucune façon, le Canada...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député essaie de faire une déclaration. Les déclarations se font à l'appel des motions en vertu de l'article 15 du Règlement, et non pas en posant des questions. Le ministre a la parole pour répondre à la question supplémentaire du député.

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Comme d'habitude, nous sommes en contact étroit avec l'industrie et nous essayons de faire notre mieux compte tenu des circonstances.

* * *

LES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

LES RÉPERCUSSIONS DE L'EMBARGO AMÉRICAIN SUR LES EXPORTATIONS DE SUPPLÉMENTS PROTÉIQUES—DEMANDE D'INTERVENTION DU MINISTRE AUPRÈS DE LA COMMISSION DE RÉVISION

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme l'embargo imposé par les États-Unis sur les exportations de suppléments protéiques va susciter une hausse de prix au Canada, le ministre va-t-il charger la Commission de révision des prix de faire immédiatement des recommandations positives en vue de réduire au minimum la hausse prévue?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): La Commission est un organisme indépendant. Elle peut sûrement prendre connaissance d'opinions comme celles que vient d'exprimer le député.